

70 % DES JEUNES PASSENT DE 5 À 8 HEURES PAR JOUR SUR INTERNET

Non à la haine sur le web

La Fédération Wallonie-Bruxelles lance de nouveaux projets avec les jeunes

● La Belgique compte près de 9 millions d'internautes (80 % de sa population), selon le SPF Économie et une récente étude du Conseil de l'Europe indique que 69 % des jeunes passent de 5 à 8 heures en ligne par jour. Cela en fait un paquet de jeunes Belges qui ont déjà été confrontés à des messages de haine sur le web et c'est insupportable à Rudy Demotte et à Isabelle Simonis qui annoncent de nouveaux projets pour lutter contre « toute cette haine ».

« On ne peut pas rester inactif face à ce déferlement. Se dire que l'on ne peut rien faire, c'est trop facile », lance le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). « Il y a urgence à impliquer les internautes dans ce voyage de l'esprit contre la haine. »

Que peut-on faire ? Concrètement. Interdire des contenus ? Ce n'est pas la solution absolue. « Cette ciguë trouvera toujours son chemin. La solution n'est pas simple, mais il faut agir et lancer un mouvement », martèle M. Demotte.

Discours racistes, sexistes, homophobes. De nombreux acteurs de la jeunesse et de l'éducation ont pris, chez nous, des initiatives

pour prévenir et répondre à ce phénomène. Aussi sur le web.

En mai, le Conseil de l'Europe a adopté un plan d'action contre l'extrémisme et la radicalisation. Il a reconduit jusque fin 2017 la campagne « No Hate, non aux discours de haine en ligne » initiée par le secteur Jeunesse. Fin août, la FWB a pris des mesures pour aider les écoles à faire face au cyber harcèlement.

Les ministres francophones vont plus loin. Ils ont réservé 82.000 euros pour cette deuxième édition de « No hate » qui démarrera en janvier 2016. Cette somme sera allouée au Bureau international de la jeunesse (Bije) qui coordonne la campagne. « Cela permettra d'engager quelqu'un qui travaillera à une application pour smartphones et tablettes, avant d'être étendue aux PC. Elle aidera à contrer la cyber haine », explique Isabelle Simonis, ministre de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

« CYBER PATROUILLEURS »

Sensibilisation, prévention, mais aussi intervention en ligne. « Il s'agit d'appuyer la structuration d'internautes citoyens capables de répondre efficacement aux propa-

gateurs de discours de haine, et d'en faciliter le signalement », reprend-elle. Le Centre pour l'égalité des chances est, bien sûr, de la partie. « Les discours de haine ciblés sont porteurs de souffrance, parfois intenses », poursuit M^{me} Simonis. « À la rentrée, la ministre de l'Enseignement a mis en place des dispositifs capables d'apporter des réponses en cas de harcèlement. D'autres initiatives, extrascolaires, doivent être prises afin que chaque jeune, victime de discours de haine, puisse le signaler, recevoir une écoute de qualité, voire une proposition d'aide. »

La FWB prévoit d'ouvrir des comptes sur Snapchat, Viper et d'autres réseaux sociaux, d'assurer des permanences en ligne pour briser l'isolement de jeunes harcelés, de lancer des chats pour lutter contre le cyber harcèlement... L'objectif : former une communauté de « cyber patrouilleurs » qui publient un discours positif sur la toile ; des ambassadeurs du « Non à la haine ». « Si le message passe par des jeunes, il les touchera plus facilement », explique Rudy Demotte. « On ne peut sans doute pas arrêter les guerres, mais on peut instiller un antidote aux discours haineux. » ■

DIDIER SWYSEN

ENQUÊTE AUPRÈS DE 1.274 JEUNES

69 % ignorent où trouver de l'aide...

Le Conseil de l'Europe a réalisé une enquête, en 2015, portant sur « l'expérience des jeunes et leur attitude face au discours de haine en ligne ». 78 % ont répondu y avoir été confrontés.

Où ? Dans 79 % des réponses, les réseaux sociaux sont cités. Dans 70 %, cela s'est fait via les sites Internet ; dans 66 % sur des Forums et dans 41 % des cas, ce sont des vidéos en ligne qui sont incriminées.

Dans près de 40 % des cas, les jeunes répondent que cette confrontation est régulière, alors que 45 % disent que cela arrive parfois. Les cibles favorites ? Les homosexuels et les lesbiennes, les musulmans, les minorités ethniques, les migrants et les femmes.

Enfin, 66 % des jeunes interrogés se disent tristes et 43 % motivés à agir... Mais ils ne savent pas où trouver de l'aide dans 69 % des cas. ■